

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- JUILLET 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours des sept premiers mois de l'année en cours se déroule dans un contexte marqué par la persistance de l'inflation à des niveaux élevés, quoique qu'en ralentissement et ce, malgré la baisse des prix des matières premières et de l'orientation restrictive des politiques monétaires. En dépit de ce contexte, l'activité économique s'est accélérée, sous l'effet notamment d'une hausse relative de la valeur ajoutée agricole et le renforcement des activités non agricoles, tirées notamment par l'industrie, le tourisme et le transport.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin juillet 2023 fait ressortir un déficit budgétaire de 29,2 MM.DH, contre un déficit de 25,5 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses globales (+13,8 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+10,1 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 58,3% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF). Comparativement à fin juillet 2022, ces recettes se sont inscrites en hausse de près de 10,1 MM.DH ou 5,9%.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 61,1%. Par rapport à fin juillet 2022, leur progression s'élève à 6,4 MM.DH ou 4,3%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont situés à près de 8,5 MM.DH contre près de 9,1 MM.DH.

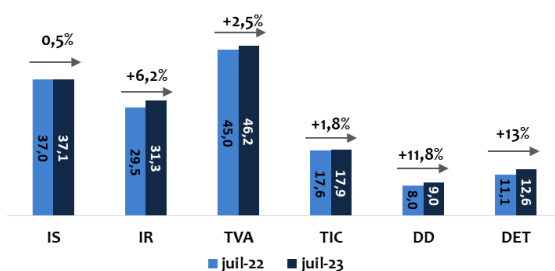
Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé les recettes fiscales à fin juillet 2023, par rapport aussi bien aux prévisions de la loi de finances 2023 qu'aux réalisations de la même période de 2022, se présentent comme suit :

- L'IS a enregistré un taux de réalisation de 61% et une légère augmentation de 169 M.DH. Cette évolution résulte notamment de l'amélioration des recettes issues des deux acomptes (+766 M.DH) et du contrôle fiscal (+597 M.DH), qui a compensé la baisse du complément de régularisation (- 1,1 MM.DH) ;
- L'IR a affiché un taux de réalisation de 65,3% et une hausse de 1,8 MM.DH (+6,2%) grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+1,5 MM.DH) ;
- Le taux de réalisation de la TVA à l'intérieur s'est situé à 61,9%. Les recettes à ce titre se sont améliorées de 2,4 MM.DH (+18,6%), dans un contexte marqué par l'amélioration de la consommation des ménages. Cette évolution de la TVA à

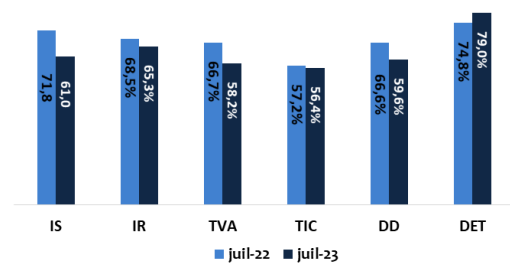
l'intérieur recouvre une hausse des recettes brutes de près de 1,7 MM.DH conjuguée à une baisse des remboursements de 778 M.DH ;

- La TVA à l'importation, quant à elle, a affiché un taux de réalisation de 56,4% et une baisse de 1,3 MM.DH (-4,1%) et ce, en relation notamment avec les mesures prises pour soutenir le secteur agricole ;
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 56,4% et une hausse de 321 M.DH (+1,8%). Cette progression recouvre une amélioration des TIC sur les tabacs (+346 M.DH) et un recul de celles appliquées sur les produits énergétiques (-172 M.DH) ;
- Les droits de douane ont été réalisés à hauteur de 59,6% et se sont inscrits en hausse de 947 M.DH (+11,8%) ;
- Le taux de réalisation des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre s'est situé à près de 79%. Ces recettes ont progressé de 1,4 MM.DH (+13%), dont près de 1,1 MM.DH est imputable aux droits d'enregistrement.

Evolution des recettes fiscales



Taux de réalisation des prévisions



Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à près de 24 MM.DH, dont :

- 9 MM.DH au titre des « financements innovants », et
- 7,7 MM.DH au titre des recettes en provenance des établissements et entreprises publics, recouvrant notamment 4,5 MM.DH versés par l'OCP, 2 MM.DH de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 634 M.DH de Bank Al-Maghrib ;

DEPENSES

Exécution maitrisée des dépenses globales...

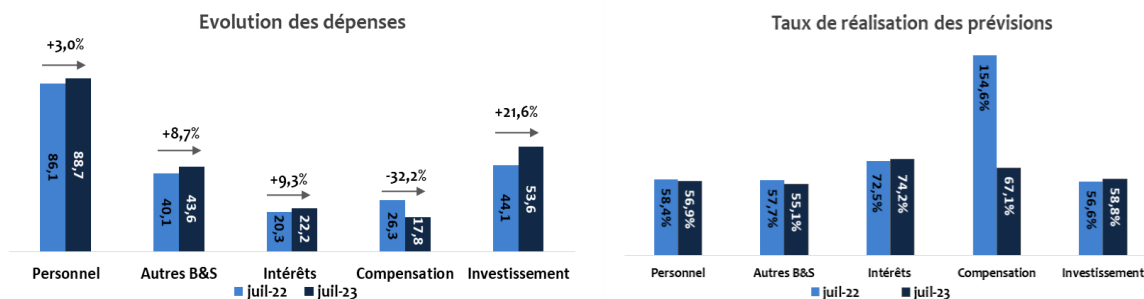
Les dépenses ordinaires se sont établies à 172,3 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 59,1%. Par rapport à fin juillet 2022, ces dépenses ont diminué de 534 M.DH, recouvrant, d'une part, une baisse des charges de la compensation (-8,5 MM.DH) et, d'autre part, une hausse des dépenses au titre des « biens et services » (+6,1 MM.DH) et des intérêts de la dette (+1,9 MM.DH) :

- L'exécution des dépenses de « biens et services » est marquée par un taux de réalisation de 56,9% des dépenses de personnel et de 55,1% des dépenses afférentes aux « autres biens et services ». L'augmentation de ces dépenses s'est élevée à 2,6 MM.DH et 3,5 MM.DH, respectivement.
- Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu un taux de réalisation de 74,2%. Leur augmentation par rapport à la même période de l'année précédente, soit +1,9 MM.DH, résulte d'une hausse des intérêts de la dette, aussi bien extérieure (+1,6 MM.DH) qu'intérieure (+332 M.DH). Cette évolution est le résultat de la hausse qu'ont connue les taux d'intérêt sur les marchés domestique et international.
- Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 67,1%. Ces charges sont estimées à 17,8 MM.DH recouvrant près de 10,4 MM.DH pour le gaz butane, 3,3 MM.DH pour le sucre, 3 MM.DH pour la farine nationale et 920 M.DH au titre des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport. La charge au titre du gaz butane a affiché une baisse de 3,6 MM.DH par rapport à fin juillet 2022, en lien avec l'évolution du cours international de ce produit et du taux

de change du dirham par rapport au dollar.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 10 MM.DH, contre un solde négatif de 621 M.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions à ce titre ont affiché un taux d'exécution de 58,8%. Elles ont atteint 53,6 MM.DH, enregistrant une progression de 9,5 MM.DH comparativement à la même période de 2022.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 14,4 MM.DH, contre 19,2 MM.DH à fin juillet 2022.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,8 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,5 MM.DH un an auparavant.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de près de 3 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 32,2 MM.DH.

Ce besoin, augmenté des amortissements au titre de la dette pour un montant de 167,7 MM.DH, dont 161,6 MM.DH au titre de la dette intérieure, s'est traduit par un besoin de financement brut de près de 200 MM.DH. Le niveau des amortissements au titre de la dette intérieure résulte de la concentration des émissions intervenue, à la fin de l'année 2022 et au début de 2023, sur les maturités à court terme, en raison de la préférence des investisseurs pour ces maturités dans un contexte d'anticipations haussières des taux d'intérêt.

Les financements mobilisés se sont élevés à près de 242,4 MM.DH, dont près de 204,1 MM.DH sur le marché intérieur et 38,8 MM.DH au titre des tirages extérieurs y compris 25,8 MM.DH mobilisés sur le marché financier international.

L'excédent des ressources mobilisées a permis de constituer un matelas pour préparer la couverture des tombées importantes de la dette du Trésor issues des émissions à court terme susvisées.

La constitution de ce matelas s'inscrit dans le cadre de la gestion proactive de la dette, dans l'objectif de réduire le risque de refinancement dans un contexte de volatilité des conditions de financement sur le marché intérieur. L'excédent de trésorerie fait l'objet d'opérations de placement dans le cadre de la gestion active de la trésorerie afin d'optimiser le coût de financement des besoins du Trésor.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Juillet	Loi de	Juillet	Juillet 2023 / Juillet 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
I - RECETTES ORDINAIRES	172 242	312 721	182 326	5,9%	10 084	58,3%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	172 242	307 721	182 326	5,9%	10 084	59,3%
Recettes fiscales	149 620	255 273	156 058	4,3%	6 438	61,1%
- Impôts directs	67 835	113 165	70 417	3,8%	2 582	62,2%
- Impôts indirects	62 627	111 143	64 087	2,3%	1 461	57,7%
- Droits de douane	8 012	15 019	8 959	11,8%	947	59,6%
- Enregistrement et timbre	11 147	15 947	12 595	13,0%	1 448	79,0%
Recettes non fiscales	20 514	54 148	23 972	-	3 458	44,3%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	6 037	19 464	7 743	-	1 706	39,8%
- Autres recettes	14 477	29 684	16 229	-	1 752	54,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	2 108	3 300	2 296	-	188	69,6%
- Fonds de soutien des prix	215	600	210	-	-5	35,0%
- Fonds spécial routier	1 893	2 700	2 086	-	193	77,3%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	197 743	378 396	211 566	7,0%	13 823	55,9%
DEPENSES ORDINAIRES	172 864	291 458	172 330	-0,3%	-534	59,1%
Biens et services	126 209	234 912	132 260	4,8%	6 051	56,3%
Personnel	86 139	155 794	88 704	3,0%	2 565	56,9%
Autres biens et services	40 070	79 117	43 556	8,7%	3 486	55,1%
Dette publique (1)	20 346	29 966	22 228	9,3%	1 882	74,2%
Intérieure	17 641	23 291	17 973	1,9%	332	77,2%
Extérieure	2 705	6 675	4 255	57,3%	1 550	63,7%
Compensation (2)	26 309	26 580	17 842	-32,2%	-8 467	67,1%
SOLDE ORDINAIRE	-621	21 264	9 996	-	10 618	47,0%
INVESTISSEMENT	44 105	91 138	53 620	21,6%	9 515	58,8%
dont Fonds spécial routier	1 487	2 700	1 501			55,6%
SOLDE DES CST (3)	19 226	4 200	14 385	-25,2%	-4 842	342,5%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-25 500	-65 674	-29 240	-	-3 739	44,5%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	6 342		-2 957		-9 299	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-19 159	-65 674	-32 197	68,1%	-13 038	49,0%
FINANCEMENT INTERIEUR	18 101	13 142	-525		-18 626	-4,0%
Endettement intérieur	15 642		44 630		28 988	
Autres opérations	2 459		-45 155		-47 614	
FINANCEMENT EXTERIEUR	1 058	52 532	32 722		31 664	62,3%
Tirages	6 655	60 000	38 846		32 191	64,7%
Amortissements	-5 598	-7 468	-6 125		-527	82,0%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Juillet	Loi de	Juillet	Juillet 2023 / Juillet 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
RECETTES FISCALES	149 620	255 273	156 058	4,3%	6 438	61,1%
Impôts directs	67 835	113 165	70 417	3,8%	2 582	62,2%
Taxe professionnelle	69	128	79	14,5%	10	61,7%
Impôt sur les sociétés (I.S)	36 959	60 914	37 128	0,5%	169	61,0%
Impôt sur le revenu (I.R)	29 464	47 931	31 304	6,2%	1 840	65,3%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	4	0	11	-	7	-
Taxe d'habitation	8	14	7	-12,5%	-1	51,0%
Majorations	1 006	3 349	1 224	21,7%	218	36,5%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	307	800	628	-	321	78,5%
Autres impôts directs	18	30	36	100,0%	18	121,6%
Impôts indirects	62 627	111 143	64 087	2,3%	1 461	57,7%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	45 010	79 330	46 150	2,5%	1 140	58,2%
(Intérieure)	13 110	25 113	15 548	18,6%	2 438	61,9%
(Importation)	31 900	54 217	30 602	-4,1%	-1 298	56,4%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	17 616	31 813	17 937	1,8%	321	56,4%
(Tabacs)	6 774	12 500	7 120	5,1%	346	57,0%
(Produits énergétiques)	9 448	16 602	9 276	-1,8%	-172	55,9%
(Autres)	1 395	2 711	1 541	10,5%	146	56,8%
Droits de douane (D.D)	8 012	15 019	8 959	11,8%	947	59,6%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	11 147	15 947	12 595	13,0%	1 448	79,0%
RECETTES NON FISCALES	20 514	54 148	23 972	16,9%	3 458	44,3%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	6 037	19 464	7 743	28,3%	1 706	39,8%
- Autres recettes	14 477	29 684	16 229	12,1%	1 752	54,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	2 108	3 300	2 296	8,9%	188	69,6%
Fonds de soutien des prix	215	600	210	-2,3%	-5	35,0%
Fonds spécial routier	1 893	2 700	2 086	10,2%	193	77,3%
RECETTES ORDINAIRES	172 242	312 721	182 326	5,9%	10 084	58,3%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	172 242	307 721	182 326	5,9%	10 084	59,3%